

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 12 septembre 2020
Régulièrement convoqué le 07 septembre 2020

Le 12 septembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Dorian PLUMEL (Pouvoir M. Cyril MANIN), Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Sandrine MAGNETTE), Mme Mathilde CONTAT (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir Mme Catherine AUTAJON)

Excusé(s) : M. Jean-Frédéric FABERT

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

2.01 - RETRAIT PARTIEL DE LA DÉLIBÉRATION N°1.02 DU 8 JUIN 2020

Monsieur Éric PHÉLIPPEAU, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée que par délibération n°1.02 du 8 juin 2020, dans le contexte de crise sanitaire COVID-19 et pour soutenir l'activité économique locale, le Conseil municipal de la Ville de Montélimar a approuvé l'exonération des droits d'occupation du Domaine public et des droits de places du 17 mars au 31 décembre 2020 et un abattement de 100% de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) due pour l'année 2020, pour toutes les entreprises et tous les commerçants de Montélimar.

Or, par recours gracieux du 24 août 2020, Monsieur le Préfet de la Drôme, dans le cadre du contrôle de légalité, soulève l'illégalité des dispositions contenues dans la délibération sus-évoquée, portant exonération des droits d'occupation du domaine public et des droits de place du 17 mars au 31 décembre 2020.

En conséquence, il convient de procéder au retrait des dispositions incriminées au sein de la délibération n°1.02 du 8 juin 2020 sachant que l'abattement de 100% de la TLPE due pour l'année 2020 est maintenu.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2125-1 et suivants,

Vu la délibération 1.02 du 8 juin 2020,

Vu le recours gracieux de Monsieur le Préfet de la Drôme du 24 août 2020,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le retrait partiel de la délibération n°1.02 en ce qu'elle approuve l'exonération des droits d'occupation du Domaine public et des droits de places du 17 mars au 31 décembre 2020,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 13 septembre 2020

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Éric PHÉLIPPEAU

